ACTU DES LABOS/REVUE DE PRESSE

L'économie du football entre dans une nouvelle ère

L'idée que le football est le « miroir » de la société est souvent avancée dans les salons et s'avère plutôt exacte du point de vue de son économie. Branko Milanovic, spécialiste reconnu des inégalités et fin analyste du ballon rond, l'observe bien : « Le football a été un miroir de la société, où les inégalités se sont accrues de manière exponentielle au cours des trois dernières décennies », explique-t-il dans les colonnes du magazine Forbes. [La suite dans l'actu!]

À l'heure d'une Coupe du monde décriée pour ses conditions d'organisation sociales et environnementales, le football du XXIesiècle n'échappe pas, non plus, aux grands débats économiques actuels, notamment celui de la croissance et des inégalités. Selon nous, toutes ces interrogations sont les symptômes d'une transformation historique et économique de ce sport.

D'après le sociologue anglais Richard Giulianotti, le football a connu quatre périodes dans son histoire. La période traditionnelle s'étend de la mise en place des règles à la fin du XIXe siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale ; la modernité précoce correspond à l'entre-deux-guerres où s'inventent les compétitions ; la modernité tardive, celle qui voit se construire la professionnalisation, se clôt à la fin des années 1980 ; alors que s'ouvre la période postmoderne, celle de la médiatisation, de la libéralisation du marché du travail et de la croissance.

La thèse que nous défendons dans notre dernier ouvrage est que nous sommes aujourd'hui à l'aube d'une nouvelle ère que nous qualifions d'hypermoderne.

Les stars, les groupes, les revenus et les spectateurs

Quatre caractéristiques nous permettent de définir cette hypermodernité. La première concerne les inégalités économiques qui se sont fortement creusées au cours des décennies précédentes. Elles s'observent d'une part entre les clubs d'une même ligue, d'autre part entre les différents championnats, et ont pour conséquence sportive, des compétitions, nationales comme internationales, dominées par quelques équipes beaucoup plus riches que les autres. Elles concernent aussi la distribution des salaires des footballeurs, avec une segmentation de plus en plus forte du marché du travail par rapport aux stars, voire aux superstars.

La deuxième caractéristique tient à l'arrivée de nouveaux profils d'investisseurs, à savoir des fonds d'investissement publics et privés, souvent américains pour ces derniers et déjà propriétaires de franchises de sport collectif outre-Atlantique. Par rapport à la période précédente, ce changement dans la « propriété » peut avoir au moins deux conséquences : le football devra dorénavant être rentable financièrement que ce soit au niveau des clubs ou des ligues ; se constituent par ailleurs des « galaxies » de clubs autour d'un même propriétaire. Les richissimes acquéreurs émiratis de Manchester City ont, par exemple, progressivement fait entrer depuis 2008 dans leur « City football group » onze autres clubs, dont le New York FC, Palerme et Troyes.

La troisième concerne la stratégie de mondialisation des grands clubs et des ligues qui leur assurent des revenus commerciaux et des droits de diffusion internationaux de plus en plus conséquents. Enfin, la dernière caractéristique a trait à la demande de football proprement dite. Elle résulte de l'arrivée de nouveaux diffuseurs comme Amazon Prime en France, de la multiplication des plates-formes de diffusion et des nouveaux modes de consommation du football, notamment chez les jeunes générations.

Piketty au point de penalty

L'économie du football est ainsi devenue un domaine intéressant pour appliquer la grille d'analyse inspirée par le succès planétaire du livre de l'économiste Thomas Piketty Le Capital au XXI siècle, dont la première édition remonte à

2013. L'auteur y montrait que le thème de la répartition des richesses et celui des inégalités sont aujourd'hui au cœur de la société. Le football ne semble pas se soustraire à la règle.

Depuis les années 1990, le monde du ballon rond connaît une très forte croissance dans les principaux pays européens. Hors transferts, les revenus des clubs proviennent de quatre sources principales : les droits de retransmission, la billetterie, les sponsors et les produits dérivés (les ventes de maillot par exemple). Tous ont beaucoup augmenté depuis les années 1970 mais dans des proportions différentes : la billetterie, prédominante il y a cinquante ans, a progressivement vu sa part diminuer au profit des droits TV et du sponsoring dans les grands clubs européens.

Ce boom économique s'est accompagné d'une augmentation des inégalités entre les clubs, au niveau national et européen. Comme dans la société en général, cette croissance des inégalités concerne surtout le haut de la distribution. La part des revenus des clubs les plus huppés a augmenté dans le chiffre d'affaires des ligues, ce qui sportivement s'est traduit par une concentration accrue des titres. En première division allemande, par exemple, neuf clubs différents ont remporté la première division dans les années 1960, cinq dans les années 1990 et seulement deux depuis 2010.

Malgré les revenus croissants, l'économie du football reste pourtant une plus « petite économie » que ce que l'on pense. Surtout, jusqu'il y a peu, elle ne génère pas ou peu de profit pour ses actionnaires. Le fait est que de nombreux propriétaires, milliardaires ou fonds souverains, achètent des équipes bien souvent pour d'autres raisons que la simple rentabilité financière de leurs investissements : « soft power », nation branding ou encore philanthropie en sont les maîtres mots.

Stars méritantes ?

Lorsque sont liés football et inégalités, vient aussi à l'esprit la question des salaires des joueurs. L'idée qu'ils seraient « trop payés », au niveau individuel ou de la masse salariale des clubs, traverse le champ politique. La droite formule des critiques sociales, la gauche remet en cause le libéralisme qui les alimente : il y a, en tout cas, un certain consensus pour voir dans la rémunération des footballeurs une des sources des maux supposés de l'économie du football actuel.

Notons déjà que seule une toute petite partie des joueurs gagne des millions alors que la majorité a des carrières extrêmement courtes, environ quatre ans dans l'élite en moyenne. Par ailleurs, moins d'un transfert sur trois fait l'objet d'une transaction monétaire dans les cinq grands championnats (Angleterre, Espagne, Italie, Allemagne et France) et environ un sur sept dans le monde entier.

Il n'en demeure pas moins qu'il existe de fortes inégalités entre les footballeurs et que celles-ci se sont également accrues. Baisser les salaires des superstars se heurte cependant à une impasse « morale ». Ces joueurs ont un talent très supérieur à la moyenne dont le coût pour les clubs est fortement convexe : les grandes équipes sont alors prêtes à payer très cher le « génie » de ces joueurs hors normes, talent unique que l'on ne peut « substituer » à celui de plusieurs joueurs « moyens ».

C'est, de plus, pour voir jouer ces derniers qu'un supporter paie sa place au stade, quand bien même cela nuit aux chances de voir leur équipe favorite gagner. De ce point de vue, si l'on adopte les principes philosophiques de John Rawls, les footballeurs superstars « méritent » leur rémunération : l'expression de leur talent contribue au bien-être de la « collectivité », notamment des milieux défavorisés. Daniel Cohen, directeur du département d'Économie de l'école normale supérieure (ENS) de la rue d'Ulm, le formule ainsi dans une chronique écrite pour Le Nouvel Obs :

«
« le football est le seul cas où des jeunes, venus le plus souvent de milieux populaires, rackettent des milliardaires avec le consentement de ceux-ci. »

»

Comme le suggère le prolongement du contrat de Kylian Mbappé au Paris Saint-Germain, la tendance est à une augmentation des très hautes rémunérations susceptible de modifier le fonctionnement du marché du travail des footballeurs. On est vraisemblablement passé d'un système à deux segments, les superstars et les autres, à un système à trois segments : les quelques joueurs hyperstars, les superstars plus nombreuses et les autres.

Tribunes vides

Ce constat sur les inégalités défend-il l'idée d'un football en crise, dans un contexte postpandémique ? Contrairement à tout ce qui était annoncé par les prophètes en bois, ce que le coronavirus a changé dans le football, en dehors des difficultés financières qu'a subi toute l'économie, c'est rien ou pas grand-chose et on ne vit certainement pas l'apocalypse !

La « crise » la plus visible a été celle des supporters en raison du huis clos généralisé à partir de mars 2020 et durant toute la saison 2020-2021. Au-delà de ses aspects financiers, l'absence du public s'est fait sentir à deux niveaux. Sportivement, sans ce « douzième homme », on a pu se demander si cela devenait moins un avantage de jouer à domicile qu'à l'accoutumée. Profitant de cette « expérience naturelle », les économistes ont abouti à des conclusions nuancées en ce qui concerne le résultat des matchs, mais pas sur l'arbitrage. Les hommes en noir se sont montrés plus cléments pour l'équipe visiteuse dans les stades vides, révélant bien un rôle de « pression sociale » des supporters.

Surtout, cela donnait des retransmissions télévisuelles sans la saveur d'une ambiance. L'enseignement à en tirer est que cette dimension du « spectacle » à laquelle les supporters ne sont pas étrangers doit donc être prise en compte quand on mesure l'importance des droits TV dans les budgets des clubs. Maradona disait que « Jouer à huis clos, c'est comme jouer dans un cimetière ».

Les supporters ont récemment également pu être échaudés par la proposition de certains présidents de grands clubs de « faire sécession » à travers le projet (avorté) d'une Super League plus ou moins fermée. Ce projet récurrent, et relancé ces dernières semaines, d'un championnat européen illustre, selon nous, une nécessité économique de réformer les compétitions, évolution qui constitue sans doute l'un des principaux enjeux actuels du football professionnel. La création de la Super League, aboutissement de tous les éléments caractérisant l'hypermodernité du football, en constituerait alors « l'apothéose ».

Par Richard Duhautois et Luc Arrondel



7 novembre 2022

Les auteurs

Richard Duhautois, ancien élève de l'ENSAI, a soutenu sa thèse de doctorat à l'EHESS en 2007. Il a été économiste à l'Insee (1995-2004) et professeur associé à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée (2006-2015). Il est aujourd'hui chercheur au Cnam : au **Laboratoire interdisciplinaire de**

recherche en sciences de l'action (Lirsa) et au **Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET)** .

+ **En savoir plus : thèmes de recherche, publications, etc**

Luc Arrondelest économiste, directeur de recherche au CNRS, membre associé, Paris School of Economics – École d'économie de Paris.

Leur ouvrage



+ **Retrouvez l'article sur le site de The Conversation !**

https://ceet.cnam.fr/le-ceet/medias/l-economie-du-football-entre-dans-une-nouvelle-ere-1374469.kjsp?RH=150762648